



La rationalité, une question d'opinion ?



MICHEL SODAIAS

**BENJAMIN
DESSUS**
Président de
l'association
Global
Chance*.

Les récentes attaques de climato-sceptiques mettent une fois de plus le citoyen dans une situation où la perplexité sur les faits rend le débat sur les solutions presque secondaires, tant le doute s'installe dans son esprit : si la « communauté scientifique » n'arrive même pas à se mettre d'accord sur quelques faits essentiels, comment puis-je, citoyen moyen, m'y retrouver et m'intéresser vraiment à la question ? Quand « ils » (sous-entendu ces scientifiques et experts bien plus diplômés que moi et payés pour cela) se seront mis d'accord, il sera bien temps d'agir ! Et les politiques de surfer bien souvent sur ce sentiment primaire, à l'exemple d'un Nicolas Sarkozy lançant : « *L'environnement, ça commence à bien faire !* » au Salon de l'agriculture. Au cœur de cette débâcle, une confusion s'établit entre un débat d'opinion sur les faits et le débat sur les moyens d'y faire face : l'homme est ou non responsable du réchauffement climatique, la part du nucléaire dans le bilan énergétique français est de 17 ou de 80 % (débat télévisé Sarkozy-Royal pour la présidentielle de 2007), etc. Ces affirmations complètement antinomiques sont bien souvent présentées non plus comme des faits ou des projections reposant sur des hypothèses de travail explicites, mais comme des « opinions » qui, comme chacun sait, doivent pouvoir s'exprimer en toute égalité dans une société démocratique.

Dans cette ambiance de relativisme absolu, des journalistes se sentent alors justifiés d'organiser un débat « équilibré » (c'est-à-dire avec le même temps d'antenne...) sur le changement climatique et ses causes, entre, par exemple, un Vincent Courtillot, scientifique reconnu mais dans un domaine différent de celui du climat, et des représentants d'une communauté scientifique forte de plusieurs milliers de membres, qui travaille cette question depuis quinze ans. Ce relativisme n'est évidemment pas nouveau, mais depuis vingt ans les choses ne s'arrangent pas. Rappelons-nous : en 1992, à la veille du sommet de la Terre de Rio, 264 scientifiques publient « l'Appel d'Heidelberg », s'attaquant à « *une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel, et nuit au développement économique et social* ». Il met en cause l'émergence d'un regard critique sur l'évolution des sociétés et

Les controverses sur le réchauffement climatique sèment le doute dans l'esprit des citoyens.

s'oppose à des « préjugés irrationnels » – l'éthique, les valeurs, etc. Un « Appel à la raison pour une solidarité planétaire » y réplique rapidement, signé par 218 personnalités scientifiques, associatives, politiques, de l'administration et de la presse : « *Au nom de la raison, nous refusons autant l'irrationalité écologique [...] que l'intégrisme scientifique [...] et affirmons au contraire la nécessité de prendre en compte l'ensemble des critères culturels, éthiques, scientifiques et esthétiques pour engager le monde dans la voie d'un développement équitable et durable.* »

Deux conceptions de la rationalité, donc : L'une supérieure, voire unique, réservée à la « science » dans la tradition d'Auguste Comte avec ses conséquences en termes de « progrès » des sociétés par la technique et la maîtrise de la nature au service de l'homme ; l'autre appelant à la reconnaissance de rationalités équivalentes à d'autres domaines que la science et la technique, et indispensables à un développement équitable de l'humanité et au respect des grands équilibres de la planète. Dans les deux cas, cependant, l'appel à la « Raison » restait central. Mais, depuis cette époque, s'est installé un doute croissant sur les acquis scientifiques et leurs conséquences. En particulier pour l'environnement et la santé, questions complexes et très interdisciplinaires, sur lesquelles la communauté scientifique elle-même entretient des controverses parfaitement naturelles, avec deux conséquences. L'émergence du principe de précaution, d'abord. Le décalage entre le rythme d'acquisition des connaissances par la science (épidémiologie, climat, etc.) conduit le législateur à prendre quelques précautions en attendant d'en savoir plus. Ensuite, ces controverses sont fortement médiatisées, ce qui sème le doute dans l'esprit de citoyens soumis à des annonces contradictoires. Et puis ces vingt dernières années sont marquées par la domination des sciences économiques sur les décideurs. Majoritairement pétris de néolibéralisme, les économistes ont en effet réussi à imposer au monde leur discipline comme science exacte, au même titre que les

sciences de la nature. Avec des « lois » présentées comme aussi intangibles que l'attraction newtonienne et imposées comme guide principal de l'action : moins d'État, moins d'impôts, croissance comme seul horizon, omnipotence du marché, etc.

C'est évidemment passer sous silence le relativisme inhérent de ces « lois », qui varient avec les modes idéologiques et les conjonctures. Ainsi, au plus fort de la crise, les décideurs redécouvraient les vertus de l'intervention publique après n'avoir juré que par les « lois » du marché pendant deux décennies. Ce double mouvement conduit aujourd'hui à une remise en cause du concept de rationalité, au-delà même de la science. Les faits de la nature deviennent ainsi objets de « négociations » entre acteurs, selon des rapports de force plutôt que des raisonnements rationnels. L'offensive des climato-sceptiques et l'affaire Allègre, avec en plus son caractère d'imposture et de mensonge, en est une belle démonstration.

*www.global-chance.org

Colloque le 20 novembre 2010 La science face à la démocratie

Organisé par *Politis*, Fondation Sciences citoyennes, Global Chance, Aitec, salle Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan, 75002 Paris.

- 13 h 30 :** Ouverture des portes.
13 h 45 : Introduction : Denis Sieffert, *Politis*.
14 h : Accueil par Jacques Boutault, maire du 1^{er} arrondissement.
14 h 15 : 1^{re} table ronde : Production des savoirs et innovations
 • Qui dit la vérité ? Bernadette Bensaude-Vincent.
 • Le climato-sceptique est-il un lanceur d'alerte ? Francis Chateauraynaud, sociologue, CNRS/EHESS.
 • Recherche et intérêt public. Pierre-Henri Gouyon, Agro/MNHN.
16 h : 2^e table ronde : Médiatisation de la science et choix politiques
 • Le choix des thèmes et des experts dans les médias. Edwy Plenel, Médiapart.
 • L'information des élus. Marie-Christine Blandin, sénatrice du Nord, OPECST.
 • Parler des sciences et des techniques : vulgarisation ou culture ? Ruth Stegassy, France Culture.
18 h : 3^e table ronde : Pouvoir des citoyens pour choisir leur avenir
 • Indépendance de l'expertise et débat public. Benjamin Dessus, Global Chance.
 • Comment savoir la vérité ? Comment choisir les innovations ? Jacques Testart, FSC.
 • Mondialisation des actions et pouvoir des citoyens Gus Massiah, Crid.
19 h 45 : Conclusions : Geneviève Azam, économiste, Attac.